

L'Appel des indépendants a tenu ses états généraux à Marseille. Entretien avec Cyril Tomas-Cimmino, codirecteur de Bi:Pole

Les indépendants veulent sortir de l'angle mort



Au début de la crise sanitaire était lancé l'Appel des indépendants, signé par 1 600 structures culturelles de tout le pays. Les 17 et 18 novembre, le collectif tenait ses 2e états généraux à Marseille, coorganisé par Bi:Pole*. Entretien avec son codirecteur et cofondateur, Cyril Tomas-Cimmino, lui-même parmi les premiers acteurs du mouvement.

Zibeline : Rappelez-nous l'origine de l'Appel des

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

OK, tout accepter
 Personnaliser

Cyril Tomas-Cimmino : C'est un mouvement spontané et intuitif, né en mars 2020. La violence de la crise était une première pour les acteurs culturels. Il y a eu un élan commun, parti de discussions entre une quinzaine d'opérateurs lyonnais après l'annulation de *Reperkusong*, l'un des grands festivals de musiques actuelles et électroniques qui ouvrent la saison. Ils se sont dit qu'il fallait prendre la parole car ils risquaient de tous y passer. Un collectif s'est formé et a écrit un texte. Très rapidement, d'autres structures culturelles s'y sont associées. En quelques mois, on a eu la surprise de se retrouver à 1 600 signataires. Le fait que ce soit un mouvement trans-sectoriel est assez nouveau. C'est très important pour pouvoir parler au gouvernement, à nos tutelles et à la société. Un énorme travail en ateliers s'en est suivi jusqu'à l'été. Puis des premiers états généraux de l'Appel des indépendants ont eu lieu en octobre 2020 à Lyon, à l'issue desquels 140 propositions concrètes ont été formulées pour redessiner le paysage des politiques culturelles.

Comment définir l'indépendance et comment la structurer ?

C'est très difficile à jauger. Dans la filière des musiques, on peut dire qu'à plus de 20-30 % de financement des collectivités territoriales, on sort du cadre de l'indépendance. Il y a aussi le fait d'appartenir ou non à un grand groupe. Enfin, nous sommes unis par une proximité de valeurs très fortes. Nous n'avons pas voulu nous substituer aux syndicats ou fédérations existantes. Notre volonté est de sortir de la « filiarisation » à outrance de nos micro-

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter Personnaliser

que la forme associative serait adaptée et nous permettrait de faire perdurer l'Appel.

Quelles fragilités la crise a-t-elle révélé chez les structures indépendantes ?

Elle a révélé, notamment dans notre territoire, qu'il y a des structures indépendantes dans l'angle mort. Qu'il existe des actrices et acteurs culturels au plus près du terrain qui n'avaient encore jamais été soutenus par des tutelles publiques alors que ce sont des lieux où émergent des idées, se confrontent des réflexions et naissent des solutions concrètes que les politiques s'approprient quelques années plus tard. Le bon côté de la crise est qu'elle a mis en exergue ces quelques petites structures qui ont gagné à être reconsidérées et revalorisées.

Quel est votre rapport aux institutions ?

Accueillir les états généraux à Marseille est en soi une manière de poser la question. Malgré 2 600 d'histoire et de culture, cette ville est l'exemple parfait d'un territoire qui vient de vivre un quart de siècle d'hibernation sur les politiques sociales et culturelles. Une nouvelle équipe a été élue et on l'encourage. Les élus, à Marseille et ailleurs, découvrent ce paysage, ils ont besoin d'aide et peuvent trouver de l'inspiration dans nos discours. Des hommes et des femmes politiques nous remercient de les avoir interpellés avec de la matière qu'ils et elles ne maîtrisaient pas forcément. Avant de perdre en indépendance par rapport aux financements publics, il y a un juste milieu, un équilibre à trouver. Car sur les budgets annuels dédiés à la culture, c'est quand même triste qu'il y ait si peu de marge de manœuvre

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter Personnaliser

Les échéances électorales sont-elles à votre agenda ?



L'enjeu

imminent est de synthétiser notre manifeste en dix propositions à l'attention des candidats aux élections présidentielles et législatives mais aussi dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Parmi ces propositions figurera une demande d'engagement de l'État sur des objectifs chiffrés et un calendrier précis de réduction des grands déséquilibres en termes de crédits alloués à la culture et aux médias. Cette demande s'articule autour de trois déséquilibres : entre Paris et les régions, les acteurs émergents et les grands groupes et institutions, la création et le patrimoine.

Quelle réflexion avez-vous engagée sur les solidarités et mises en commun ?

On se rejoint pour et par la notion d'indépendance. La culture est le terrain idéal pour confronter des idées, élever les consciences, lutter contre les inégalités et les déséquilibres et favoriser les diversités et la démocratie. De plus en plus de jeunes actrices et acteurs culturels pensent de manière transdisciplinaire et beaucoup plus coopérative. Quand j'ai démarré il y a vingt ans, la transmission était hyper verticale et concurrentielle. Je ne ressentais pas la bienveillance qui existe aujourd'hui à vouloir retransmettre, partager et à ne surtout pas

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter Personnaliser

Provence 2013, on parle beaucoup d'attractivité économique. Non seulement ce sont des grands groupes qui ont emménagé dans la région dont on peut douter de leur attachement au territoire en général, mais surtout, est-ce la seule relation possible entre la culture et la société ? Nous ne le pensons pas. Le partage des communs est une autre réponse.

Cet article a été partagé.
Vous avez partagé cet article avec
a.berducat@bi-pole.org
Fermer

Les violences sexistes et sexuelles sont hélas présentes dans des lieux et événements dont on pourrait penser qu'ils en sont épargnés. Quels moyens engagez-vous pour réduire les risques ?

À la sortie des précédents états généraux, nous avons mis en place le projet Rider.e qui appelle chaque acteur à faire changer ses pratiques à son échelle. Des dispositifs existent, comme Safer initié par *Marsatac*, mais sont essentiellement tournés vers le public. Piloté par Bi:Pole, Rider.e est une nouvelle plateforme à vocation européenne qui s'adresse à toute l'industrie culturelle -artistes, équipes techniques et de production- et à tous les genres. L'ensemble des partenaires va apposer le logo à partir de 2022. Ce qui signifie qu'ils auront signé une charte de valeurs. On proposera tous les protocoles d'action pour lutter concrètement contre ces violences. Sur une plateforme d'accueil virtuel, un temps plein apportera des réponses pour faciliter les démarches d'accompagnement en fonction des cas qui lui auront été restitués.

Quid de la responsabilité environnementale ?

Il y a une grande maturité sur ces sujets. Aujourd'hui, des artistes refusent de prendre

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter Personnaliser

nombreux à faire des choix raisonnés. On va par exemple préférer décliner une offre financière d'un gros brasseur et s'asseoir sur des recettes qu'on n'estime pas propres pour privilégier les circuits courts et la production locale. L'eau est aussi une manne financière énorme. Au *Bon Air* comme dans d'autres festivals indépendants, nous avons décidé qu'elle serait gratuite.

Quelles avancées spécifiques ont permis d'engager les états généraux de Marseille ?

Certaines structures signataires ont fait le déplacement alors qu'on ne les avait jamais croisées, jusqu'à présent parce que cela ne leur correspondait pas. Nous avons beaucoup échangé sur l'idée de favoriser un label Club culture. Les clubs ne sont pas que des débiteurs de boissons. Ce sont de vrais lieux culturels, engagés en faveur de la création, de l'émergence et de l'inclusion. Pourtant ils n'ont pas trouvé de refuge pendant la crise. Enfin l'édition marseillaise des états généraux a porté une forme d'évidence : les sujets abordés et la nature de l'Appel ont une grande proximité avec notre territoire.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUDOVIC TOMAS

Décembre 2021

Photo Cyril Tomas-Cimmino © DR

Photo Etats généraux Friche © Naïri

* organisateur entre autres du festival ***Le Bon Air***,
3 au 5 juin, Friche la Belle de Mai, Marseille



Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter Personnaliser

Ailleurs sur Zibeline ...

Politique culturelle Réflexion

Création habitée

Implantée à Juvignac, L'Atelline développe son action. Entretien avec Marie Antunes, sa directrice

Environnement

Ruisseler dans la fange

Suivre le ruisseau des Aygalades avec le jardinier-paysagiste Éric Lenoir

Environnement Politique Social

Ne pas faire sauter les barrages

JR appelé au secours des barrages français par le syndicat Sud Énergie

Environnement Politique

Actions citoyennes et mensonges d'État

Zad et recours judiciaires contre l'ouverture d'une carrière au dessus d'une ancienne mine à Mazaugues

Politique culturelle

Démos en Avignon

Le projet Démos adopté par l'Orchestre National Avignon-Provence et sa chef, Debora Waldman

Cité Queer Entretien Politique Réflexion

Vers une « ubérisation des sexualités gays » ?

Entretien avec le socio-anthropologue Laurent Gaissad sur son livre Hommes en chasse

Ce site utilise des cookies et vous donne le contrôle sur ce que vous souhaitez activer

✓ OK, tout accepter

Personnaliser